

Les locations de meublés touristiques strictement encadrées par la ville



Depuis le 1^{er} juin 2025, les propriétaires doivent déclarer à la mairie toute location de meublés touristiques et demander une autorisation - *Photo ©Lionel Pages*

Pour lutter contre les marchands de sommeil, la ville de Cergy s'est dotée d'outils, en juin 2025, pour encadrer davantage les locations de meublés touristiques.

Dans un contexte de multiplication des locations de courte durée d'appartements meublés, la ville de Cergy a décidé de renforcer sa lutte contre les marchands de sommeil. Il s'agit de ces propriétaires qui louent de petites surfaces au maximum de personnes et qui abritent, parfois, de la prostitution.

Ainsi, depuis le 1^{er} juin dernier, suite au vote du conseil municipal du 13 février 2025, les propriétaires ou investisseurs désireux de mettre leur meublé touristique en location à Cergy ont **deux obligations** :

- **Déclarer et enregistrer** leur bien via le téléservice national ou [le téléservice](#) mis en place par la Ville de Cergy. Un numéro d'enregistrement leur est alors délivré, à mentionner obligatoirement ensuite dans les annonces publiées sur les plateformes de location en ligne (Airbnb, Booking, Abritel...) ;
- **Demander une autorisation de changement d'usage** : pour les résidences secondaires ou les locations dépassant 120 nuitées par an, une autorisation de changement d'usage est par ailleurs nécessaire. Cette démarche est également disponible via [le téléservice dédié](#). Le service logement de la ville analyse chaque demande et vérifie, notamment, que le Syndic a été informé, le respect du règlement de copropriété ou encore la conformité du logement aux exigences de

performance énergétique en vigueur. Si toutes les conditions sont remplies, la ville délivre alors un récépissé de dépôt.

Des contrôles et des sanctions

Un agent assermenté du service logement de la ville de Cergy procède à **des contrôles réguliers** des numéros d'enregistrement affichés sur les plateformes dédiées aux locations de meublés. En cas d'absence de numéro d'enregistrement ou d'autorisation de changement d'usage valide, la ville demande aux plateformes **le retrait des annonces**.

De la même manière, les plateformes sont systématiquement informées des logements qui ont fait l'objet d'un constat de phénomène de prostitution par la Police Nationale.

En cas d'infraction à cette réglementation, **les propriétaires s'exposent à des amendes** pouvant aller jusqu'à 20 000€ en cas de fausse déclaration et jusqu'à 10 000€ en cas de défaut d'enregistrement.

60

hébergeurs ont obtenu un numéro d'enregistrement par le biais du logiciel de la ville de Cergy depuis juin 2025.

80%

des hébergeurs qui ont enregistré leur meublé touristique n'ont pas fait de demande d'autorisation de changement d'usage et s'exposent à des sanctions.

[PLUS D'INFOS](#)

Contact presse :

Charles CENTOFANTI

Directeur adjoint

de la participation citoyenne

et de la communication

Ville de Cergy

Tél : 01 34 33 46 95 / 06 16 17 42 19

